

TOTALENERGIES
UES AMONT-GLOBAL
SERVICES-HOLDING

JUILLET 2026

La CGT vous informe !

Réorganisations EP/EXPLO & GRP, impact du conflit au Moyen-Orient sur les expatriations et projet P500 d'externalisation à l'étranger : autant de sujets importants traités au dernier CSE Central dont voici les avis ou résolutions votés à l'unanimité des élus.

1. Réorganisation EP/EXPLO

☞ **Vote :** Unanimité des élus

☞ **Conclusion de l'avis**

« Compte tenu des réserves et des manques d'information à date, et l'absence de prise en compte de l'impact de la séparation du chef Explo de ses équipes, les élus du CSEC AGSH accueillent positivement l'objectif du projet pour QCM et E30+, mais négativement sur la mise en œuvre de la réorganisation de l'EP/Explo, particulièrement la localisation de fonctions d'Exploration Manager vers les filiales séparées de leurs équipes, ainsi que pour le Storage Carbone.

De plus, les élus du CSEC demandent la venue du directeur de l'EP, dès septembre 2026, afin de présenter la stratégie et la feuille de route de l'EP pour les prochaines années. »

2. Réorganisation GRP « The Light »

☞ **Vote :** Unanimité des élus

☞ **Conclusion de l'avis**

« En conclusion, même si ce projet de réorganisation par pays et zones géographiques a du sens, compte

tenu du manque d'informations ne leur permettant pas d'avoir un avis pleinement éclairé sur les impacts et les conséquences réelles du projet, notamment sur les conditions SSCT, et de l'impact actuel et à venir du rapport Mc Kinsey, les élus du CSEC AGSH remettent un avis négatif et demandent qu'un suivi régulier de la réorganisation soit présenté à l'instance, avec un bilan chiffré tous les trois mois. »

3. Expatriés au Moyen-Orient

☞ **Vote :** Unanimité des élus

☞ **La résolution**

« Les élus du CSEC AGSH rappellent à la direction que l'employeur est dans l'obligation d'informer ou de consulter des représentants des salariés de tout changement touchant aux conditions de travail, aux contrats de travail ou à la rémunération.

A plusieurs reprises, la direction a pris des décisions unilatérales concernant les expatriés sans informer et/ou consulter le CSEC AGSH, ce qui est contraire à la loi. Les élus s'étonnent de certaines modifications de rémunération annoncées en avril et juillet 2026 (cf courriers de la direction).

Les élus du CSEC demandent à la direction de présenter, sans délai, l'ensemble des évolutions, particulièrement liées à la rémunération desdits salariés concernés, mais également toute modification des Instructions d'Application préalablement à leurs mises en place.

Les élus du CSEC AGSH demandent à la direction de se conformer à ses obligations sans cela les élus du CSEC se réservent toute action visant à faire valoir leurs droits. »

4. Projet P500 (externalisation à l'étranger de prestataires)

☞ **Vote :** Unanimité des élus

☞ **La résolution**

« Les élus du CSEC AGSH, lors de la réunion du 11 juin 2026, ont réclamé d'urgence la tenue d'une information-consultation relative au projet P500, mis en place en début d'année 2026 et impactant les conditions de travail des salariés de l'UES AGSH.

Le projet P500, comme tout autre projet visant à supprimer des collaborateurs prestataires France qui étaient intégrés au sein des collectifs de travail, impacte directement les conditions de travail des salariés de l'UES AGSH.

Compte tenu du refus de la direction de présenter ni ledit projet P500, ni les impacts directs et indirects sur la charge et les conditions de travail des salariés, les élus du CSEC AGSH décident d'estimer en justice et mandatent le secrétaire de l'instance, avec faculté de subdélégation, pour toute action, y compris celle concernant le choix du cabinet d'avocat avec le bureau du CSEC. »